

du modèle d'État algérien ?

Subséquent, il est nécessaire de dénoncer cette attitude consistant à essentialiser, par-delà l'histoire, des conflits (n'est-ce pas pour les garder intactes à l'utilisation politicienne autour de question d'aujourd'hui), et des schismes anciens qui remontent au VIII^e siècle de l'ère chrétienne (II^e siècle de l'Hégire). En quoi nous concernent-ils, nous Algériens du XXI^e siècle ?! Comment vouloir imposer aux Algériens du XXI^e siècle de se ranger en forces ennemies opposées et haineuses sur la base des positions politiques de Mu'awiyya bnu Abi Soufiane (fondateur du sunnisme) ou de Ali Bnu Abi Talib (chiisme) ou des Kharidjite ? C'est anachronique, mais cette opposition, on le constate, est entretenue ! Comprendre ici que notre système éducatif, véritable pilier pour l'édification d'un Etat et d'une société moderne et tolérante, ne travaille pas du tout sur les mentalités de la société pour les faire évoluer par le débat et la science mais s'attelle à inculquer des choix idéologiques hypostasiés qui correspondent un tant soit peu aux intérêts conjoncturels des pouvoirs. Il perpétue (réifie) donc des conflits et des attitudes mentales haineuses qui ont été celles de générations antiques la plupart du temps ayant eu pour site un autre territoire que l'Algérie. L'Etat est de toute façon une construction artificielle abstraite qui ne prend sa consistance que dans les actes visibles de ses institutions et de ses agents.

Mais quand cet Etat est construit foncièrement sur un mythe portant en son sein la négation des dimensions historique, culturelle, anthropologique et linguistique réelles constitutives de l'ensemble de sa population et son territoi-

re, et que ses gestionnaires illégitimes ne réagissent qu'après coup et en cas de dysfonctionnement trop bruyant (coupure de routes, émeutes violentes, affrontements ethniques, terrorisme, inondations, kidnapping...) par la seule répression, oppression, corruption sans se soumettre à aucune reddition de compte, il secrète nécessairement une opposition frontale entre l'intérêt de sa population (la volonté populaire) et celui des gouvernants (gestionnaires de l'Etat)... L'individu et les groupes ne s'en remettent plus aux institutions d'un Etat mais se font justice eux-mêmes (la guerre des gangs à Alger et dans les grandes cités algériennes) inaugurant ce que Hobbes avait appelé la guerre de tous contre tous (Bellum omnium contra omnes). Plus grave, le travail des gouvernants algériens le plus couronné de succès a été, depuis l'indépendance précisément, de multiplier les émiettements politiques et sociétaux pour éviter une éventuelle union contre eux. Cette conception politique décharnée de l'Etat, inspirée par l'aile dominante du PPA-MTLD, avait pourtant déjà créé une crise grave au sein de ce principal parti révolutionnaire en 1949 : affrontement entre partisans de l'Algérie algérienne et l'Algérie arabe.

Cette conception, poursuivie hargneusement après l'indépendance, a été aussi à la source de toutes les crises de Kabylie, toutes les crises culturelles nationales y compris éducationnelle et religieuses avec l'apparition de l'islamisme violent et destructeur. Maintenant, on assiste à un véritable effilement de la trame du tissu social algérien et de la communauté politique censée réunir des citoyens différenciés sous l'égide et la protection forte d'un Etat légitime au service de tous et de chacun.

La réforme de l'Etat algérien est urgente, elle consiste essentiellement à mettre en place des institutions respectables et respectées par tous et surtout par les gouvernants, une séparation réelle des pouvoirs avec une autorité judiciaire mise au-dessus de tous et surtout des gouvernants, et en fin un pouvoir législatif légitime qui contrôle le pouvoir exécutif dans le respect des intérêts des citoyens. Une véritable citoyenneté signifie que les différences ethniques, religieuses, linguistiques, culturelles... que les libertés individuelles et collectives soient respectées et opposées à tous par des institutions soumises à la seule règle du droit. Cela signifie que personne ni aucune organisation ou institution n'a droit de contrôle sur les

consciences des citoyens. Seules les règles du vivre-ensemble dans un Etat et un territoire communs dans le respect des intérêts de tous et de chacun sont obligatoires pour tous. Celui qui voudrait s'assurer le paradis, grand bien lui fasse, il n'est cependant aucunement le tuteur des autres. C'est de cette idée d'Etat que doit s'inspirer la réforme urgente du système éducatif. Cela signifie concrètement que chaque citoyen algérien est libre d'avoir les représentations identitaires dont il a envie (celui qui se perçoit Arabe ou Amazigh ou autre, musulman sunnite, ibadite, chiite, ismaélite, ou chrétien catholique ou orthodoxe ou protestant, juif, ou athée...) pour peu qu'il développe ses compétences et respecte la liberté et les représentations des autres, car, après tout, personne ne peut par sa piété ou son athéisme emmener d'autres au paradis ou en enfer. Mais le territoire et l'économie, on ne peut pas ne pas les partager... C'est le domaine du droit positif. Partageons-les intelligemment. Mais seul un Etat démocratique garantissant la citoyenneté en est capable.

L'identité en Algérie ne doit reposer que sur l'appartenance au territoire algérien (algérianité). Les couches «géologiques» identitaires sélectionnées et essentialisées (amazighité, arabité et islamité) renforcent un identitarisme aberrant en ce XXI^e siècle, car pourquoi ne pas ajouter la judaïté, la chrétienté, le paganisme, puis la punicité, la romanité, la francité... ! Proposer des solutions pour Ghardaïa, c'est reconnaître officiellement leurs représentations identitaires et leur pleine citoyenneté.

A. D.

Mais doit-on pour autant essentialiser des différences d'origine ethnique, religieuse et linguistique pour des populations qui ont vécu finalement plus de dix siècles (1000 ans) côte à côte ou ensemble ?
L'Amazigh et l'Arabe sont-ils restés chacun identique à lui-même (comme des momies) à travers les siècles, en dépit des interactions humaines et des vicissitudes de l'histoire ? Pourtant, les Chaâmba comme les Mozabites doivent présenter un passeport algérien pour sortir du territoire national et pour effectuer le rite commun du hadj en Arabie Saoudite, lieu d'origine des Hilaliens !

Bonnes leçons de Russie

S'éloigne, vraisemblablement, le spectre d'un quatrième mandat. Se dissipe donc le concept de candidat à l'insu de son plein gré, d'ailleurs quasi-impraticable. Est-ce pour autant la fin de la momification du pouvoir ? Espérons-le à travers la lecture des programmes et des promesses (souvent non tenues) des candidats aux prochaines présidentielles. Reste à savoir comment la page peut être tournée et surtout dans quelles conditions. Le contexte est explosif, la sérénité est plus que conseillée. Ainsi doit être clairement abandonnée toute tentation, fût-elle légitime, de «chasse aux sorcières». Les règlements de comptes sont aussi inutiles que dangereux. Tandis qu'une intelligente politique d'apaisement peut créer des conditions optimales pour une réelle alternance. Dès ses premières heures de président de Russie, en 2000, Vladimir Poutine a pris des décisions de clémence. Il a élevé Boris Eltsine, très malade, au rang honorifique de président de toutes les Russies. Quant au clan «Eltsine» constitué par des proches et amis et qui étaient de véritables oligarques assimilables à des mafias stratégiques, le nouvel homme fort du Kremlin a décidé de les amnistier. En effet, la première décision de Poutine était d'assurer conditionnellement l'impunité juridique aux tenants de la corruption qui a sévi lors du règne de Boris Eltsine. En échange, Vladimir Poutine a exigé d'eux de rapatrier en Russie toutes les sommes

détournées et placées à l'étranger, de payer environ 10% d'impôts au Trésor public et de ne plus avoir aucune activité politique. Les oligarques ont majoritairement accepté le deal. Sauf Mikhaïl Khodorkoski qui se croyait protégé par ses solides accointances occidentales, il a tenté de s'ériger comme opposant au nouveau président. La suite est connue, après dix ans d'incarcération pour «vol par escroquerie à grande échelle» et «fraude fiscale», l'ancien oligarque finira, probablement, ses jours en dehors de Russie. Ainsi Poutine a fait d'une pierre deux coups : des sommes importantes ont été récupérées dans les caisses de l'Etat et les mafias stratégiques ont été démantelées. Il est vrai que la démission de Boris Eltsine, officiellement pour des raisons de santé, a fait l'objet d'une négociation préalable. La morale et la justice sont un peu heurtées mais l'Etat russe s'est consolidé. Comme disent les scientifiques : «Dans les mêmes conditions de pression et de température», l'exemple russe est clonable en Algérie. Le contexte est globalement comparable : des scandales financiers touchant de hauts responsables, un président malade et un successeur issu du sérail au sens large. Hormis les candidats farfelus et d'importation, les postulants sérieux ont tous été Premier ministre, ministre ou de rang similaire. Leur sens de l'Etat doit les écarter de toute dynamique revancharde ou «chasse aux sorcières». Certes un

travail pédagogique reste à faire pour expliquer à la population que la justice ne donnera pas suite à ces «affaires» ou tout au plus symboliquement. Espérons que la clémence atténuera les passions. Espérer n'est pas rêver. Trop d'intérêts sont en jeu, ce qui nécessite de solides garanties. L'exercice est périlleux car les candidats doivent à la fois être moralement irréprochables tout en abandonnant même partiellement le principe d'une justice aveugle. Même dans les démocraties plus affirmées que la russe, ce type d'amnistie est mal perçu par l'opinion publique. En France, sous Mitterrand, le pardon accordé en 1993 aux financements occultes des partis politiques a fait dire à de nombreux observateurs : «Tous pourris.» Cependant après l'adoption de cette loi, la justice est redevenue implacable. Il ne s'agissait que d'une correction temporaire mais surtout salutaire. Aussi doit être irréprochable l'élection du prochain président. Bien sûr nous savons que la démocratie, en Algérie, n'a pas encore atteint un cycle de maturité satisfaisant. Après l'exemple de Moscou, regardons celui de Téhéran. Les dernières élections présidentielles iraniennes ont mis en compétition des candidats issus du sérail, soigneusement filtrés par le Conseil des gardiens de la Constitution. Mais une fois les six candidats retenus entrés en lice, les élections sont ouvertes, «propres et honnêtes», selon la formule consacrée. Ainsi Hassan

Par Naoufel Brahimi El Mili



Rohani a été élu au premier tour avec 51,71% des voix.

Aucune contestation ni manifestation n'ont été constatées, contrairement aux élections de 2009. Il en a résulté un président crédible tant pour les Iraniens que pour le reste du monde. Hassan Rohani était la superstar de la dernière Assemblée générale de l'ONU. Mais, me diriez-vous, l'Iran a un guide suprême ! Ce n'est pas le cas de l'Algérie ? Le prochain élu à la magistrature sera alors un homme de gouvernance pas un homme de pouvoir car il n'en aura pas vraiment, serait-il quatre-cinquième de président.

N. B. E. M.